



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le vingt quatre juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 18 juin 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 23

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Aliki PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 9

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Gilles BELLIERE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Édith LEROUX donne pouvoir à Virginie VANDAELE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Patrick DENISE
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Yannick LE COQ
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécourcs citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecourcs.fr

CONSEIL MUNICIPAL du 24 juin 2024

M_DL240624_093

SOLIDARITES - CONFERENCE INTERCOMMUNALE DU LOGEMENT (CIL) - LOGEMENT SOCIAL - PLAN PARTENARIAL DE GESTION DE LA DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL ET D'INFORMATION DU DEMANDEUR 2024-2029 - AVIS DE LA COMMUNE DE MONTIVILLIERS

Monsieur Jérôme DUBOST, Maire - La Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole compte sur son territoire 139 002 logements dont 36 380 logements sociaux¹ (26% du parc). Ces logements sociaux sont répartis à 97% sur les communes de Gonfreville-l'Orcher, Le Havre, Harfleur et Montivilliers.

La Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole étant dotée d'un Programme Local de l'Habitat, elle a obligation de mettre en place un Plan Partenarial de Gestion de la Demande (PPGD), conformément aux dispositions :

- Du Code de la Construction et de l'Habitation
- De la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR
- De la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté
- De la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (dite loi ELAN)
- De la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite loi 3DS)

C'est pourquoi, la Communauté urbaine a engagé la procédure d'élaboration du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information du demandeur, par délibération n°20230029 en date du 9 février 2023. Ce plan sera soumis à adoption du Conseil Communautaire au 2nd semestre 2024.

Le Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information du Demandeur, élaboré pour une période de 6 ans (2024-2029) définit les orientations retenues par l'EPCI et notamment :

- La mise en œuvre d'un dispositif de gestion partagée de la demande pour permettre un traitement plus efficace et plus transparent des demandes de logements sur le territoire intercommunal
- Les modalités locales mises en place pour répondre aux obligations d'information renforcées prescrites par la loi avec la mise en place d'un système de cotation de la demande de logement social.

Ces orientations ont été définies par l'EPCI en association avec :

1 Données INSEE recensement de la population 2020 et Répertoire des logements locatifs sociaux (RPLS) 2021

- Les communes membres
- Les bailleurs sociaux
- L'Union Sociale pour l'Habitat
- Les services de l'Etat

Le plan se veut être un outil opérationnel pour l'ensemble des partenaires.

Plus globalement, le plan partenarial de Gestion de la demande et d'Information du demandeur décrit les modalités d'organisation mises en place sur le territoire, permettant de répondre aux besoins d'information des demandeurs de logement social. Il arrête également les fonctionnalités assurées par le dispositif de gestion partagée de la demande.

Ce plan fera l'objet d'un bilan annuel et d'un bilan triennal de mise en œuvre.

Au préalable de l'adoption de ce plan en Conférence Communautaire, les communes membres doivent émettre un avis en Conseil Municipal sur le projet de plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information du demandeur 2024-2029.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code de la Construction et de l'Habitation

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR

VU la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (dite loi ELAN)

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite loi 3DS)

CONSIDERANT

- Que le projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information du Demandeur doit être soumis pour avis aux communes en amont de son vote en Conseil Communautaire
- Le travail partenarial mené autour de l'élaboration de ce plan

Sa Commission municipale n°7 Administration Générale réunie le 12 juin 2024, consultée ;

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- D'émettre un avis favorable sur le projet de Plan Partenarial de Gestion de la Demande de Logement Social et d'Information du Demandeur 2024-2009 élaboré par la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 31

Contre : 0

Ne participe pas au vote : 1

Isabelle NOTHEAUX

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

